

Notes bibliographiques

Jean-Pierre Wallot

Volume 20, numéro 3, décembre 1966

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/302603ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/302603ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Wallot, J.-P. (1966). Notes bibliographiques. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 20(3), 486–498. <https://doi.org/10.7202/302603ar>

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

La plupart des articles mentionnés ont l'avantage de soulever un problème historique fondamental: l'inexistence économique du Canada français au XIX^{ème} siècle, et la montée d'une idéologie sinon "unitaire", du moins largement acceptée, axée sur la terre, le conservatisme social (mais non toujours politique) et économique de même que sur une notion tronquée du nationalisme (restreint à la préservation de la langue, des lois et de la religion). C'est tisonner là toute la question de l'interprétation de la Conquête. Limitons-nous arbitrairement à l'aspect économique, sur-

sance de l'essentiel de sa "sociologie du national" dans les notes polycopiées distribuées aux étudiants. Voir aussi son article "Genèse et historique de l'idée séparatiste au Canada français", *Laurentie*, no 119 (juin 1962): 964-996. A l'avenir: "Genèse...".

²² "Malheureusement, il arrive encore trop souvent que les sociologues décident imprudemment de remonter eux-mêmes le cours du temps sans s'aider pour ce faire des historiens: opération dommageable, sinon aux historiens, du moins à l'histoire et probablement à la sociologie." (Annie Kriegel, "Histoire ouvrière du XIX^e et XX^e siècle", *Revue historique*, 90, no 235 (avril-juin 1966): 458.

tout abordé par *Recherches sociographiques* et particulièrement par Jean-Charles Falardeau, heureusement plus prudent sur ce point. Cette déchéance découle-t-elle de "l'idéologie", d'une "philosophie" conservatrice innée et congénitale, du système d'éducation exclusivement centré par les professions et la prêtrise, etc. ? Ou ces derniers symptômes, qui s'imposent peu à peu après 1760, découlent-ils plutôt de l'amputation politique, économique et culturelle de la Conquête ?

Pour dissiper toute équivoque et nous situer clairement avant l'analyse bibliographique, qui ne peut qu'être sélective et critique, nous soustrayons à l'interprétation générale de la Conquête et de ses conséquences telle qu'exposée par Maurice Séguin et "l'école de Montréal". Elle seule, selon nous, permet de résoudre des contradictions autrement insurmontables et tient compte de tous les aspects — politique, économique, géographique, démographique, culturel, etc. — tant avant qu'après la Conquête. Selon cette interprétation, la Conquête brise la colonisation française en Amérique, appelée dans le cours d'un développement normal au séparatisme, à sa "présence par elle-même au monde" (Maurice Séguin, "Genèse...", 965.). Elle tranche ses liens nourriciers et indispensables avec sa métropole, interrompt en quelque sorte le processus de croissance à un moment particulièrement critique: "A Colonial nation is always the offspring of a metropolis devoted to its progress." (Michel Brunet, "The British Conquest: Canadian Social Scientists and the Fate of the *Canadiens*", *CHR*, 41 (1959): 94). L'exode fatal de l'élite la plus dynamique et la banqueroute du trésor français viennent chapeauter un ensemble de faits beaucoup plus graves: la défaite organique ou la perte des leviers politiques, économiques et culturels propres. "Défaite signifie désintégration. Une armée subit la défaite: il peut rester encore des soldats, il ne reste plus d'armée. En 1763, il reste encore des Canadiens, il ne reste plus de Canada." (Guy Frégault, *La Civilisation canadienne sous le régime français* (Ottawa, 1954), 15. A l'avenir: *La Civilisation...* Voir aussi ses conclusions à *La Guerre de la Conquête* (Montréal et Paris, 1955). Sur les ruines de l'ancien Canada vaincu, la nouvelle métropole anglaise construit un second Canada, anglais celui-là, avec tous les avantages que lui confère l'appui d'une métropole: "... colonisation qui s'imposera dès le début par sa suprématie politique et économique et qui, finalement, consolidera par le nombre cette suprématie en devenant majorité." (Maurice Séguin, "Genèse...", 966.). Evincés de la politique, des emplois, du commerce, les conquits durent se replier sur les seules réalités qui surnageaient au désastre: leurs terres et l'Eglise. Avec le temps, la résection politique, économique et culturelle se traduira par une diminution des idées qui se conjugueront aux autres facteurs dans une spirale causes-effets: v.g. l'enracinement de cette ancienne société dynamique, très urbanisée pour l'époque, et commerçante dans une "philosophie", dans un idéal agriculturiste et, comme baume compensateur, le messianisme culturel et religieux. "Ils avaient des ambitions plus hautes lorsque leur vie collective était normale". (Guy Frégault, *La Civilisation...* 15. Voir Michel Brunet, *La Présence anglaise...*, 113-166.) A cause d'une multiplicité de facteurs, dont la Révolution américaine et la lenteur du peuplement britannique, le second Canada ne pourra assimiler le premier et devra se contenter de le provincialiser.

*

* * *

Il serait trop long, ici, d'analyser systématiquement l'historiographie à propos de la Conquête. Il faut nous limiter à l'aspect économique et

aux deux premières générations après la Conquête (1760-1828). Pourtant, inutile de préciser que la façon d'apprécier le "changement d'empire" se répercute nécessairement sur tout le reste. C'est ainsi que les historiens *canadiens* médisent en général du régime français, ignorent le caractère commercial et dynamique de la société canadienne avant 1760 et insistent sur son prétendu caractère "féodal", de manière à minimiser l'importance de la Conquête et même de la transformer en un bienfait (elle nous aurait apporté la liberté, etc.). Cela permet de réduire les conflits subséquents à de simples affrontements sociaux, à des oppositions de "philosophies" qui n'ont pas l'inconvénient ni la pérennité d'un conflit de races à travers des luttes à divers paliers.

John Fleming, qui a vécu les querelles des années 1793-1828, les impute sans ambage aux Canadiens français et à leur ambition de constituer une nation séparée (*Political Annals of Lower Canada* [...] (Montréal, 1828), 73, 145 et ss.). Après avoir constaté le bond économique à partir de 1807, il accuse: "If the Provincial Legislature has been so composed as to have seconded this general movement, the facilities of clearance and settlement would have given a new face to the whole country..." (95). Les Canadiens bénéficièrent eux aussi de ce bourdonnement d'activité. Et le produit de leur agriculture, même arriérée, "if husbanded with intelligent economy, would have accumulated a lasting fund of capital and comfort; but... the great majority of this vain and thoughtless people, became wasteful, dissipated and indolent, in proportion to the temporary increase of compensation for their labour, caused by the extension of Commerce". Contrairement aux Américains qui, avec leurs économies, s'établissent au cœur de la forêt vierge de façon à élargir la zone défrichée, travail qui implique de la persévérance, de l'économie et du courage, le propre des Anglo-Saxons, les Canadiens français "present the characteristics of an old and corrupted society, in a new Country, requiring the vigilance of Priests, and the power of Feudal Superiors to keep them in order, and prevent them from becoming wild as the aborigines of the Country..." Jamais les Canadiens ne pourront coloniser la province. D'où ils devraient encourager l'entrée des immigrants britanniques qui, eux, ont l'énergie et le courage requis pour la tâche immense qui les attend (96). Sur la culture du chanvre: "The system of Culture prescribed, was, however, so repugnant to the careless and slovenly habits of the peasantry, that this costly and troublesome experiment was found inefficient..." (99).

Creighton et un grand nombre d'historiens, surtout *canadian*, ont répandu une légende vivace et commode: celle d'une coopération canadienne-anglaise et canadienne-française dans la traite des fourrures, sous la première génération (1760-1796); puis d'un retrait ombrageux des Canadiens hors du commerce, sous la seconde génération (1796-1828). A les entendre, nos ancêtres, après 1791, se seraient cantonnés d'eux-mêmes dans l'agriculture et les professions libérales, se seraient retranchés volontairement dans l'anti-commercialisme pour ainsi obstruer le développement de la colonie. D'où l'hostilité irréductible des marchands à la civilisation canadienne-française. La Conquête n'avait pratiquement rien changé dans les domaines social, politique et économique (*Dominion of the North. A History of Canada* (Boston, 1944), 155.). Au contraire, elle revivra cette société féodale, agricole et arriérée. "To the defeated society of the north, [The British Conquest] brought fresh enthusiasm, a new strength and a different leadership. But this injection of new vigour, while it strengthened commercial Canada, necessarily raised the problem of assi-

milation." (*The Commercial Empire...*, 21.) On ne nous explique pas comment le commerce, en changeant de mains, a pu susciter un surcroît de vitalité chez les vaincus. Mais à partir des prémisses posées, le professeur Creighton conclut logiquement à un conflit subséquent "between commercialism represented aggressively by the merchants and a decadent semi-feudal society defended by peasants and profession men" (*ibid.*, 126.). Bien plus, — et ici il s'apparente à Lower —, on devrait à la Conquête le fait que "an older, simpler, more devout France, the France of the seventeenth, not of the eighteenth century, would maintain its footing and even increase its influence in North America." (*Dominion of the North...*, 144.) Après avoir reproché à une société son caractère prétendument trop statique, voilà un curieux attendrissement ! (Voir aussi *Commercial Empire...*, 153-154. Easterbrook et Aitken ont repris les idées de Creighton dans leur *Canadian Economic History* (Toronto, 1956), 257.).

A propos de la bonne entente entre Canadiens français et Britanniques, sous la première génération, et avant leur retrait "volontaire" du commerce, il est curieux de voir le professeur Creighton limité à répéter toujours les trois ou quatre mêmes noms, lorsqu'il célèbre la participation canadienne-française à la traite: Leduc, Montour, de Rocheblave. Et ces "gros" Canadiens français ne prenaient en réalité qu'une part très modeste à l'ensemble du commerce anglais¹. La plupart de leurs contemporains les considéraient — à l'exception de Rocheblave — comme des assimilés (voir Benjamin Sulte, *Histoire des Canadiens français* (8 vols, Montréal, 1882-1884), 8: 31-32). Par contre, la contribution anglaise est si importante que le professeur Creighton couvre plusieurs pages des noms et des fonctions des principaux marchands britanniques. Enfin, comment expliquer qu'un peuple dynamique, commerçant et conquérant, sous le régime français, s'abâtardisse en une seule génération, volontairement, de lui-même, et cela, à cause de ses "idées" supposément féodales — tombées d'où ?

Selon Creighton, la traite aurait réconcilié au début Britanniques et Canadiens. "It was, in fact, the first and the last great continental enterprise in which British and French Canadians ever intimately participated." L'historien burine alors un tableau émouvant: celui d'Alexander Henry, à l'hiver de 1761, buvant les paroles et l'expérience du traiteur Leduc, dans le manoir seigneurial de ce dernier, à la lueur mystérieuse et agitée des flammes qui crépitaient dans l'âtre. Sans doute, concède-t-il, la direction de la traite passa aux Anglais. Mais les Cadot, Chaboillez, Blondeau continuèrent à les éduquer. Le mécanisme de la traite demeura français en grande partie. Les Canadiens occupaient presque tous les échelons inférieurs: canoteurs, interprètes, chasseurs, guides. Creighton admire naïvement le fait que si ces Canadiens étaient presque des serfs, sous de "libres" Britanniques pourtant, ils se disputaient rarement avec

¹ Par exemple, en 1787, la firme McTavish, Frobisher & Co. détenait un bloc de 20 actions sur un total de 46 dans la Compagnie du Nord-Ouest. Les 26 autres s'émettaient par deux ou par part individuelle entre un grand nombre de maisons plus petites: Alex. McKenzie; Forsyth, Richardson & Co.; Todd, McGill & Co.; etc. Deux Canadiens français seulement figuraient parmi les associés: Nicholas Montour, avec 2 parts, et Etienne Campion qui, avec son associé Grant, avait retenu une part. (Cf. Pierre Tousignant, *La Gazette de Montréal (1791-1796)* (thèse de M. A. manuscrite, Université de Montréal, 1960), 114). Sur 21 marchands de Détroit à signer une pétition au gouverneur, en 1785, on ne déniché que trois noms canadiens-français (*ibid.*, 116). Etc.

leurs "bourgeois" ! Et comment des serfs, dans une sujétion totale quant à leur maigre subsistance et celle de leurs familles, auraient-ils pu tenir tête à leurs maîtres sur quoi que ce fût ! Bref, à son avis, la traite baignait dans les lois, les usages, les traditions, la "philosophie" même des Canadiens. Les payeurs canadiens se fussent étonnés qu'on leur prêtât une "philosophie" ! En fin de compte, la traite "rested upon the shoulders of the *voyageurs*, the short, thickset, black-haired descendants of the northern French peasantry; and it was shot through with their heroism, inventiveness, imagination and inconsequence". Cette première unité entre les deux races se serait consommée aussi dans les échanges sociaux et matrimoniaux : les Geneviève, Angélique et d'autres n'épousaient-elles pas les grands bourgeois écossais et anglais, v.g. Simon McTavish, Joseph Frobisher et James McGill ? Parmi ceux-ci, quelques-uns achetèrent des seigneuries : donc, peu d'indices de mésentente sérieuse entre les deux groupes ethniques. (*Commercial Empire...*, 33-34.) Et les nouveaux arrivants "... simply occupied jobs which the French had vacated ..." (*Dominion of the North...*, 152.)²

"The control of the business [la traite des fourrures]", écrit A. L. Burt, "had largely passed [après la Conquête] into the hands of newly arrived British merchants, but the rank and file of those employed in the trade — all the voyageurs and most of the traders — were still French Canadians." (*A Short History of Canada for Americans* (Minneapolis, 1942 et 1944), 67.)

Lower a repris de différentes façons le mythe Creighton d'une coopération entre les deux races. "In the fur trade, as later in lumbering and other activities", avance-t-il sans se rendre compte de la portée de ses paroles, "the Scotch and French, as masters and men, formed an irre-

² L'aspect poétique et mythologique écarté, qu'est-ce que tout cela prouve ? Que les Canadiens étaient effectivement devenus les porteurs d'eau et les scieurs de bois de cette association inégale. Que les Britanniques avaient subordonné les Canadiens dans le commerce ; et bientôt, ils allaient récidiver, en politique cette fois. Qu'ils trouvaient les petites Canadiennes bien jolies... d'autant plus qu'ils avaient le choix entre elles et les *squaws*. Que dans certains cas, l'amour a peut-être fait sauter les barrières linguistique et religieuse. Que souvent, des seigneurs appauvris vendaient leurs filles et leurs terres à de riches bourgeois britanniques pour se renipper. Que dans le commerce, anglais dans la colonie comme dans la métropole, les Canadiens se virent réduits à une fonction : celle d'initier les conquérants ; une fois drainés de leur savoir, la plupart furent sacrifiés ou déchurent à la position de serviteur, rameur ou porteur de faix. De rares individus prospérèrent modestement ou se casèrent dans le fonctionnarisme (v.g. Baby, Dupré, De Lanaudière, de Salaberry, etc.). Plusieurs d'entre eux s'étaient anglicisés et protestantisés pour s'intégrer au groupe des puissants. (Voir à ce propos le témoignage intéressant de Mgr Plessis en 1807 : Mgr J.-O. Plessis à François Bourret, 10 et 15 mai 1807, Archives de l'Archevêché de Québec, registre des lettres, 6 : 20-37). Comment les en blâmer : de nos jours, les hommes d'affaires canadiens-français n'envoient-ils pas leurs fils à McGill ? La collaboration économique des Canadiens français apparaît dans une plus juste perspective sur la liste des noms des commis et interprètes de la Compagnie du Nord-Ouest. (Voir la liste de l'hiver 1796, dans le *Rapport sur les Archives publiques du Canada* (1939), 53-56). Quant aux relations "pacifiques" après la Conquête, une simple lecture de la série *Documents constitutionnels...* (1759-1791) (2 vols, Ottawa, 1921) suffit à nous démontrer le contraire.

sistible combination". (*Colony to Nation* (2e éd., Toronto, 1947), 124.) N'y eut-il pas nombre de mariages, d'alliances entre seigneurs et marchands britanniques ? Les seigneurs se plaignaient, dès 1806, de la montée des représentants des classes populaires et moyennes, en particulier de la classe professionnelle. "This class was professional rather than commercial, for the commercial side of French-Canadian life, thanks to the Catholic outlook, remained weak." Il y avait apparemment deux groupes: les descendants des anciennes grandes familles qui s'accommodaient assez bien du nouveau régime; puis la classe montante des habitants, des hommes de métier, des boutiquiers et surtout des professionnels. (*Canadians in the Making. A Social History of Canada* (Toronto, 1958), 106-110, 126.) Le nationalisme canadien-français commença avec la Révolution française. Mais c'est seulement après 1800 que cet "incipient nationalism" s'imposa et allait jeter les Canadiens anglais sur la défensive dans le Québec jusqu'à maintenant (*ibid.*, 125, 128-129).

E. McInnis a nuancé la thèse de Creighton. Au début, il y eut peu de frictions, car les deux races avaient trop besoin l'une de l'autre (*Canada, a Political and Social History* (New York, 1960), 132). Mais l'arrivée des marchands anglais délogea les Canadiens français:

The substantial merchants, as distinct from small shopkeepers, probably numbered less than 100 during the decade after the conquest. But their importance was out of all proportion to their numbers. The existing commercial life of the colony had been stricken at its roots. The French merchants had lost the connection with Europe on which they relied for their supply of goods. The conquest transferred Canada's commercial dependence from Paris to London, and it was the British merchants with their connections in England who were the essential instruments of trade and prosperity. They stepped right into the key positions in the economic life of the province of Quebec, and that fact made them of salient importance in political affairs as well (*ibid.*, 131-132).

Mason Wade résume la déchéance du commerce des fourrures, après le traité de 1783, et la conversion de l'économie canadienne en une économie basée d'abord sur le blé et la farine. D'où la spéculation sur les terres, l'immigration américaine, particulièrement dans le Haut-Canada et les townships (*The French Canadians* (Toronto, 1955), 115-117). Il vient près de cerner la cause de l'infériorité économique des Canadiens français, pour ensuite dévier:

This division along ethnic lines into 'haves' and 'have-nots', which lasted for nearly a century, arose largely from the fact that the commercial-minded English had the governmental influence and the access to British capital which enabled them to exploit the Canadian commercial revolution, which began with the Peace of 1783 and the coming of the Loyalists, and had reached its halfway mark by 1810. The products of farm and forest had become the major staples as the fur trade declined, and this new trade was largely in English hands. Napoleon's Continental Blockade of 1807, which cut Britain off from Baltic timber, was largely responsible for the revival of a commercial imperialism which flooded Canada with British capital. Canada suddenly was linked with the industrial civilization of Britain. The number of ships clearing from Quebec tripled between 1807 and 1810, with every branch of the timber and lumber trade showing a similar expansion. The French Canadians, long largely ousted from the management of the fur trade, had fallen

back on the professions, petty trades, agriculture, and unskilled labor. The professional men and tradesmen were not commercial-minded. The *habitants* were deeply traditional; they practiced subsistence rather than commercial farming. Their insistence upon an outmoded feudalism and their economic self-sufficiency were matters of equal irritation to the commercial-minded Englishmen... (*ibid.*, 109.).

Lui aussi croit à la bonne entente après la Conquête: charité des Britanniques, termes généreux des capitulations, administration en français, affection des militaires pour la féodalité, bonne entente entre seigneurs et officiers, mariages "mixtes", d'où la perte de prestige des seigneurs (*ibid.*, 49-50).

À la fin du XVIII^{ème} siècle, remarque *Helen Taft Manning*, la Compagnie du Nord-Ouest était passée entièrement dans les mains des Britanniques. Les "voyageurs" s'esquintaient pour des gens d'une autre race. Et à Montréal, écrivait Selkirk en 1804, "the English have everything" (*Revolt of French Canada 1800-1835*) (Toronto, 1962), 11).

À certains moments, *W. L. Morton* s'inspire de la thèse dite de l'Université de Montréal. L'émigration en France s'avéra limitée en nombre et en qualité. Elle ne semble pas avoir été l'élément décisif dans la transformation de la société canadienne.

The decisive element was the cutting-off of opportunity that the change of régime brought about. The Canadian *noblesse* and the seigneurs could no longer count on serving as government officials, or as officers... [or as] commandants of western posts. Neither could they hope to provide for their sons by obtaining such positions for them, or for their daughters by marrying them to young men so provided for. And how long could bright young men hope to make a career of the law if the laws were changed and the bench closed to Roman Catholics? Even the old and honoured post of captain of militia had disappeared... If prospects of official appointment were slight at best, the same lack of opportunity blocked the path of the Canadian merchant and trader. Not only was he impoverished by the collapse of the card money. His connections and his line of credit with the merchants of La Rochelle and Bordeaux had been severed by the war and then by the British Laws of trade and navigation after the peace. (*The Kingdom of Canada* (Toronto, 1963), 155).

Il était également impossible aux Canadiens français de remplacer leurs créanciers français par des britanniques, ceux-ci accordant tout naturellement leur confiance aux compétiteurs anglo-saxons. D'où la disparition de la bourgeoisie canadienne. On ne se fiait pas davantage aux Canadiens dans l'Ouest, à cause du rôle de ceux de l'Illinois dans la révolte de Pontiac. Et quand ces soupçons s'atténuèrent, les Britanniques avaient supplanté les Canadiens dans le commerce. Ceux-ci avaient disparu ou étaient devenus boutiquiers, marchands détaillants.

The result of this suppression of the Canadian officials and merchant class, not so much by British policy as by the brutal logic of the events of 1760-1763, was that Canadian society lost many of its natural leaders, while its middle class, so far as it survived, became largely clerical and, after the Quebec Act, also legal. It became, that is, partial and lopsided. At the same time, Canadian society became what it had never really been before the cession, predominantly agricultural and rural. The habitants survived and multiplied, but

the *bourgeois* was henceforth a Scot, or even an Englishman or a "Bastonnais", a Yankee. The voyageur survived, but only as the *engagé*, the hired hand, of the alien *bourgeois*. These changes were the ultimate effects of the cession... (*ibid.*, 156).

Il est malheureux que Morton oublie ensuite ces prémisses si justes lorsqu'il aborde les conflits après 1800.

Les historiens canadiens-français, à quelques exceptions près, ne se sont pas penchés sur les questions commerciales: les leurs sont absents de l'histoire économique du Canada, après 1760. Le *Chanoine L. Groulx* a répondu superbement au mythe *canadien* de la coopération et de l'égalité après 1760:

La déchéance des Canadiens, on la retrace plutôt dans le commerce des fourrures. En ce domaine, des historiens ont parlé de la collaboration facilement établie après la Conquête, entre anciens et nouveaux sujets. Collaboration du maître et du valet. Parmi les directeurs de la Compagnie du Nord-Ouest, à peine découvre-t-on deux ou trois Canadiens français... Mais pendant que le commerce des fourrures donnait origine à la première aristocratie anglaise au Canada, aristocratie de marchands qui allait se joindre à l'aristocratie des fonctionnaires, le même commerce, joint à celui du bois, inaugurerait aussi le prolétariat canadien au service de l'industrie et de la finance anglo-canadienne... (*Histoire du Canada français depuis la découverte* (4 vols, Montréal, 1950-1952), 2: 118).

Pour *Sulte*, les seigneurs et leurs fils s'étaient laissés éblouir par le faste et la vie frivole des jeunes officiers venus d'Angleterre, riches rejetons de familles riches. En les imitant, les Canadiens auraient gaspillé leur héritage et se seraient retrouvés sans le sou: "Ils oublièrent les hauts faits, les belles qualités et les nobles vertus de leur race. Ils abdiquèrent leurs anciens titres de gloire et perdirent si bien et si vite leur argent, leur considération et leur importance, qu'à l'heure où nous écrivons ces lignes... toutes ces familles... sont ou éteintes, ou ruinées, ou disparues du pays... Il en est même qui ont changé et défiguré leur nom." (*Mélanges d'Histoire et de Littérature* (4 vols, Québec, 1876), 3: 342). *Sulte* reprend à son compte un texte du *Canadien* du 16 mai 1807, qui commentait le fait qu'un Canadien de Québec, nommé Bélanger, confectionnait des chapeaux: "Cela montre avec quelle facilité les manufactures pourraient s'établir dans le pays et combien on y pourrait faire de choses qui occuperaient les personnes, surtout les femmes pendant l'hiver, et feraient gagner la vie à de pauvres gens." (*Mélanges d'Histoire et de Littérature* (4 vols, Québec, 1876), 3: 342).

Fernand Ouellet a absorbé en partie les thèses de Creighton: ... la Conquête n'avait provoqué aucune brisure importante dans les structures économiques et sociales de la colonie qui se maintiendront telles quelles pendant une quarantaine d'années... Les hommes qui en font partie [du commerce des fourrures], qu'ils soient commerçants, canotiers ou coureurs des bois, ont les mêmes intérêts généraux, les mêmes goûts et aussi les mêmes ennemis... En s'installant sur les bords du Saint-Laurent, les commerçants anglais ont épousé une cause qui est aussi celle des Canadiens d'origine française. Cette communauté d'intérêts et d'existence entre les Canadiens français et les Anglais de la Vallée du Saint-Laurent rend les différences culturelles aisément acceptables. Ce monde des fourrures n'est pas raciste; il invite plutôt à la collaboration des races. ("Les Fondements...", 186-187).

Même situation dans l'agriculture: maintien du régime seigneurial, apparition de nouveaux marchés. Puis survinrent des années de concessions à l'égard des Canadiens français. La politique les favorisait — “à part quelques différences de détails, [les institutions politiques] perpétuaient l'ancien ordre de choses” (*ibid.*, 188). Après 1791, la bonne entente du début allait disparaître. “Les commerçants canadiens-français avaient été incapables de s'adapter aux conditions nouvelles qui prévalaient dans le commerce des fourrures. Dans une conjoncture qui exigeait la réunion des efforts et la concentration des capitaux, ils étaient demeurés résolument individualistes. Leur conservatisme et leur peur du risque les empêcheront d'investir leurs capitaux dans les nouveaux secteurs de l'économie.” Orientation telle qu'au début du XIX^{ème} siècle, il n'y a plus de classe d'hommes d'affaires dynamiques. La nouvelle élite n'a pas l'envergure voulue pour comprendre les “bouversements qui s'accomplissent et qui les dépassent, [et] les besoins généraux du Canada”. Ils s'opposèrent au commerce, prêchèrent la vocation agricole. (*Ibid.*, 188-190). L'auteur répète les mêmes idées dans un autre article intitulé “Le Nationalisme canadien-français: De ses origines à l'insurrection de 1837”, *CHR*, 45 (1964): 277-292.³

L'interprétation de l'Université de Montréal naquit avec la thèse de *Maurice Séguin, La Nation canadienne et l'agriculture*. D'abord l'auteur énumère les handicaps géographiques du Canada, au départ: l'isolement hivernal “six mois par année”, la courte saison végétative (5-6). Avant 1760, la pénétration française en Canada “fut avant tout une pénétration commerciale”, à part la petite section comprise entre Québec et Montréal (8). La France négligea le bois — elle n'en manquait pas —, pour “monopoliser le commerce des fourrures”, “la raison d'être” de la colonisation. “Soutien de l'économie publique, les fourrures jouèrent encore un rôle nécessaire dans l'économie privée de l'habitant”, surtout pour les échanges (9). L'agriculture, de soutien, avait une “part plutôt intérieure dans l'économie de la colonie” (10). Son rôle effacé était dû surtout “à la médiocrité des marchés” (11), et en France (qui se suffit), et aux Antilles (communications longues, isolement hivernal, etc.). D'où le caractère très urbain et commercial de cette société. Sans doute, la masse s'occupait nécessairement à l'agriculture. Mais “sans ignorer l'esprit paysan” et ce qu'il implique, “il importe... de constater chez beaucoup de Canadiens... un esprit commercial et d'entreprise... Proportionnellement à leur nombre..., les Canadiens comptèrent, par leurs explorateurs, leurs marchands, leurs coureurs de bois, parmi les plus grands hommes d'affaires de leur époque en Amérique” (12-17). Immédiatement après la Conquête, les Britanniques considéreront le Canada comme les Français: un pays intéressant pour les fourrures, les pêcheries, le bois, non pour son agriculture. C'est la Révolution américaine qui tournera l'attention de la métropole vers la colonie. Il fallut une crise politique pour déclencher le peuplement loyaliste et l'exploitation de l'agriculture, 20 ans après la Conquête. De même, il faudra attendre une autre crise, 50 ans après 1760, pour l'exploitation des forêts (18-23).

D'autre part, pour les Canadiens, un seul métier demeurait après 1760: l'agriculture. D'où le “repliement agricole”. Mais les marchés in-

³ Au moment où ces lignes ont été rédigées, nous n'avions pas encore en main l'étude de Fernand Ouellet qui vient de paraître: *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850: Structures et conjoncture* (Montréal et Paris, 1966).

térieurs ne suffisaient pas en général à l'absorption de la production, non plus que les marchés extérieurs, généralement fermés et trop distants (24-76). A partir de 1793, les guerres d'Europe permirent au Québec d'exporter ses surplus vers la Grande-Bretagne à court de vivres. Puis, en 1807, les Américains s'exclurent eux-mêmes (partiellement) des Indes Occidentales Britanniques; ce qui développa davantage un commerce de transit que la production au Canada (60-61). Un cultivateur canadien pouvait gagner entre \$20 et \$50 par année, selon l'état des marchés et les récoltes. Après l'année record de 1802, les exportations de blé connaîtront une baisse, particulièrement après 1805. Elles cessent durant la guerre de 1812 (75).

Après la Conquête, la colonie demeure intéressante pour la métropole à cause des fourrures, puis du bois. Et ce commerce "favorisa le petit nombre (des Britanniques surtout: marchands, armateurs) mais non la masse paysanne des Canadiens". Le commerce de transit depuis les Etats-Unis jusqu'aux marchés de l'empire *via* le Saint-Laurent, ne pouvait certes bénéficier aux producteurs canadiens-français. Commerce qui s'enflera notablement, à partir de l'embargo de 1807 (77-82). On chercha à répandre la culture du chanvre et du lin — sans succès: habitude de cultiver le blé, esprit paysan qui faisait du Canadien un homme satisfait de peu, crainte de s'aventurer sans guide dans une culture inconnue et apparemment difficile, aide inefficace des gouvernements impérial et local, avantage nombreux des producteurs de la Baltique, etc. (93-106).

Les Canadiens avaient peut-être l'esprit paysan, mais comment aurait-il pu en être autrement: "de 1760 à 1850, l'agriculture constituait un bien piètre moyen d'essor économique...", qui ne rapporta jamais plus de \$100 par année en moyenne par ferme. Par conséquent, l'agriculture ne pouvait enrichir la masse canadienne ni permettre l'accumulation généralisée de capitaux, mais "juste de quoi faire vivre au jour le jour, dans un état voisin d'une honnête pauvreté un ensemble de petites fermes paysannes" (108-109). Les Canadiens ne savent pas cultiver. Les Américains et les Britanniques pas beaucoup mieux; mais ils disposent de terres nouvelles, moins épuisées que celles des seigneuries. D'autre part, l'absence d'immigration dans les seigneuries empêche l'introduction des nouvelles méthodes européennes, etc. (110-124). Quant aux cantons, les Canadiens ne les peuplèrent pas parce que vers 1790, "seulement 20% du sol seigneurial propre à la culture étaient concédés aux censitaires". Le partage des cantons fut donc une affaire entre Britanniques, à un coût très minime en comparaison des prix des terres, après 1820 (182-183). D'autre part, la spéculation sur les terres et leur accaparement empêcha "les envahisseurs de rendre le Québec britannique et d'y mettre les Canadiens en minorité". Ajoutons à cela le maintien du régime seigneurial, et vers 1850, il devient impossible aux Britanniques de jamais submerger les Canadiens dans le Québec (202-204).

"Les Canadiens étaient exclus, en pratique, du grand commerce à cause du changement d'empire. L'obligation de commercer avant tout à l'intérieur d'un monde étranger, la difficulté pour les Canadiens de nouer des relations avec les marchands inconnus de la nouvelle métropole ou des autres colonies, opposée à la grande facilité pour les Britanniques d'organiser entre eux les exportations et les importations, autant de causes qui se liguent d'abord pour annihiler le commerce extérieur que les Canadiens entretenaient, avant 1760, et même pour les contraindre à délaisser une grande partie du commerce intérieur, principalement dans les branches

étroitement liées au commerce extérieur... Des deux mentalités constatées chez les Canadiens avant 1760: l'esprit de commerce et d'entreprise pour une certaine classe et l'esprit paysan pour d'autres, il ne subsistait plus que l'attitude paysanne. C'est alors que naquit la légende des Canadiens "paysans dans l'âme et terriens par vocation". Les Britanniques prirent en main la traite puis l'exploitation de la forêt. Déchéance des Canadiens devenus "engagés" au service de "bourgeois" étrangers, bûcherons, etc. D'où l'impossibilité d'amasser des capitaux autres que ceux qui tiraient leur origine de la petite épargne agricole, capitaux insignifiants, largement dispersés et difficiles à grouper, tandis que parmi les Britanniques, le commerce colonial enrichissait une classe privilégiée. Désormais, "les Canadiens ne pourront, pour leur propre compte [à cause de la perte de leur métropole]... entreprendre la transformation industrielle du pays..." Il y eut quelques succès individuels mais non collectifs. "Pour une collectivité, il n'est pas donné de sauter brusquement de la pauvreté paysanne à la grande industrie... [Il faut d'abord] passer par le commerce afin d'accumuler les capitaux qui financeront ensuite l'industrie" (244-247).

Il était impossible aux Canadiens de concurrencer les Britanniques dans l'érection des usines, la construction des chemins de fer, la création des banques, etc. Après la période commerciale viendra l'explosion industrielle. Comme auparavant, "aux Britanniques, la direction et la propriété de la plupart des grandes entreprises; les Canadiens fourniront la main d'œuvre" (248-249). C'était toujours la même infériorité: de commerciale, sous la première génération, elle devint financière, industrielle, commerciale, etc. Servage qui n'est pas dû aux mauvais traitements, mais à une "cause... inévitable": "l'occupation britannique, en elle-même, indépendamment des modalités de celle-ci" (250). Pour éviter cette infériorité, il aurait fallu que "l'Occupant, pour ne pas leur nuire, se fasse violence afin de leur laisser une place proportionnée à leur importance numérique, qu'il dédaigne les bases stratégiques de Québec et de Montréal et n'exploite pas les ressources de la colonie, pourtant les plus accessibles à l'époque, mais réserve cette zone aux Canadiens pour le jour où ils pourront eux-mêmes la faire valoir. Un tel égard aurait équivalu, pratiquement, à rétrocéder aux Canadiens, non seulement leur territoire, mais aussi de vastes libertés politiques et davantage encore: c'eût été pour les Britanniques, ériger eux-mêmes une barrière étrangère à leur empire nord-américain, venant compliquer la colonisation de l'Ontario et de l'intérieur..." (251).

Les Britanniques ne pouvaient exploiter leur conquête et soigner leurs propres intérêts sans fatalement bouleverser la vie économique des Canadiens et en faire "des serviteurs". Toutefois, le repli agricole amortit temporairement le coup. La masse ne le sentira que lorsqu'elle deviendra prolétaire, lors de l'industrialisation. Et en plus du malaise agricole après 1820, les Canadiens souffriront, ce qui est plus grave et existe depuis la Conquête, de "*substitution parce que l'envahisseur les paralyse et accomplit, à leur place, le développement intégral du Québec*" (255-256). La mentalité paysanne et anti-commerciale des Canadiens, vraie jusqu'à un certain point, est due à la Conquête et aux Britanniques eux-mêmes. La Conquête, en parquant les Canadiens dans la seule agriculture, affecta leur pensée: "La Conquête a légué une conception diminuée de la vie économique." D'où les illusions subséquentes des Canadiens (v.g. suppression des obstacles à la colonisation des terres comme remède à leur infériorité économique, etc.). *Et même si les Canadiens avaient compris, cela n'aurait*

rien changé à leur infériorité de fait (257-259). Dans la lutte de races qui suivit la Conquête, Londres dut choisir, ce qu'il fit en 1840. "Cependant, il ne faut pas oublier qu'une résistance paysanne même limitée, des circonstances heureuses (telle la Révolution américaine) et des erreurs de la part de l'Occupant (le séparatisme de 1791, le maintien du régime seigneurial, le fiasco de la colonisation agricole britannique, etc.) ont permis aux Canadiens de s'assurer le contrôle au moins démographique du pays de Québec dont pourtant ils n'habitaient pas, à la Conquête, la vingtième partie" (269).

C'est dans cette optique que *Michel Brunet* a particulièrement étudié la disparition de la bourgeoisie canadienne-française, sous la première génération après la Conquête (Cf. *La Présence...*, 49-112.). Au lendemain de la défaite, les plus riches parmi les négociants canadiens-français s'inclinèrent devant l'inévitable: l'empire anglais les expulserait de son système, comme un corps étranger. Il "n'y avait plus d'avenir pour eux dans un pays occupé par les conquérants" (57). "La société canadienne n'offrait plus à ses membres les plus ambitieux et les plus dynamiques l'occasion et les moyens de s'illustrer dans les différents domaines de la vie collective..." (*Les Canadiens et les débuts de la domination britannique* (Ottawa, 1962), 6. A l'avenir: *Les Canadiens...*). Ils partirent donc. Les moins riches demeurèrent, la plupart par nécessité. Ils s'imaginaient qu'ils pourraient enfin prospérer sous la "liberté anglaise" de commerce. En réalité, ils ne purent tenir tête à leurs concurrents:

La Conquête avait imposé une concurrence à armes inégales. Tel est le fait qui domine toute l'histoire économique des Canadiens français depuis la Conquête. Pendant [qu'ils]... se débattaient désespérément pour se procurer des fonds et des marchandises, les nouveaux venus n'avaient eu aucune difficulté à s'approvisionner sur le marché britannique. Les exportateurs et les importateurs d'Angleterre et des colonies américaines se montrèrent tout naturellement plus disposés à faire affaires avec leurs compatriotes qu'avec des étrangers sans fortune, les ennemis d'hier et les vaincus d'aujourd'hui... Les Canadiens durent se trouver de nouveaux fournisseurs. Ceux-ci ne remplissaient pas toujours fidèlement les commandes qu'ils recevaient. Souvent, ils ne le pouvaient pas. Les marchands canadiens furent forcés de changer leurs routines commerciales, de s'initier à de nouvelles méthodes d'affaires, de se familiariser avec les marchandises anglaises. La période de tâtonnements et des incertitudes dura plusieurs années. Les pertes financières qu'ils avaient subies les avaient de plus rendus très timides... Peu à peu, les commerçants canadiens préférèrent s'approvisionner chez leurs concurrents anglais de Montréal et de Québec. Plusieurs de leurs clients avaient depuis longtemps pris le chemin des magasins anglais. Les traitants jugèrent plus sage de vendre leurs fourrures sur le marché local. Les profits... plus modestes... leur apparaissaient moins aléatoires... Les hommes d'affaires canadiens avaient dû renoncer au grand commerce d'exportation et d'importation, la seule source importante d'enrichissement à cette époque. Ils laissèrent à d'autres les gros profits et se réfugièrent dans une honnête médiocrité.

Forcés d'abandonner le commerce extérieur aux négociants anglais, les Canadiens perdirent en même temps le contrôle du commerce des fourrures. L'un et l'autre formait un tout... (*La Présence...*, 71-72).

Dans *Les Canadiens...*, l'auteur a résumé la même thèse (voir particulièrement les pp. 5-7). Après la Proclamation royale, les marchands canadiens perdirent leurs illusions: "Ils constatèrent qu'ils n'étaient pas de taille à lutter contre les hommes d'affaires venus des colonies anglaises ou de la métropole. Ceux-ci, disposant de ressources bien supérieures à celles de leurs concurrents canadiens, avaient déjà commencé à instaurer leur prépondérance dans l'économie de la Vallée du Saint-Laurent..." (8).

JEAN-PIERRE WALLOT